



Communiqué de presse à l'intention de l'opinion publique nationale et internationale

Cali, Colombie, 9 mai 2021

Depuis le 28 avril, une grève nationale a été convoquée dans le pays en réponse à l'appauvrissement de la population, produit de l'approfondissement des politiques néolibérales et de la situation humanitaire dans le pays.

La réponse du gouvernement à la protestation sociale a été militaire, par la guerre il entend résoudre les conflits sociaux, cette stratégie laisse aujourd'hui plus de 30 personnes assassinées, d'autres disparues, poursuivies, des personnes blessées à l'œil, des actes de violence sexuelle contre les femmes ; en plus de la militarisation des territoires et d'une guerre sale développée par les groupes paramilitaires et étatiques.

Dans ce contexte, aujourd'hui, le 9 mai 2021, vers 14h30, une chiva (bus ouvert) avec des membres de la Garde Indigène du Cauca venus pour arbitrer la situation tendue, et le sauvetage du conseiller principal (consejero mayor) de l'ACIN Tutenas, Harold Secue, qui a été harcelé par des sujets inconnus qui se déplaçaient dans trois véhicules blindés blancs sans plaques, sur la route du secteur Pance, ont été attaqués avec des armes à feu par des hommes qui étaient en vêtements civils protégés par la police nationale. Cette attaque a laissé douze (12) membres de la communauté blessés, dont quatre (4) grièvement. Ces événements se sont produits juste après que le maire de Cali, Jorge Iván Ospina, ait fait une déclaration accusant les personnes mobilisées de développer des actions contre son "autorité", appelant à la stigmatisation et aux accusations. Nous dénonçons également qu'auparavant, au même endroit, une tentative de répression et d'enlèvement de conseillers de l'ACONC et de la Garde Cimarrona a eu lieu.

Nous rejetons fermement la stratégie de terrorisme d'état pour délégitimer la protestation et la criminaliser, dans ce sens agissent la police, le président et Uribe, qui veulent générer de la peur et de la terreur au peuple mobilisé qui résiste avec dignité.

Nous démentons la police qui affirme que des actes de vandalisme ont été commis, ainsi qu'une vidéo qui circule appelant à une grève armée en utilisant les symboles du CRIC. Ce sont des campagnes qui promeuvent la désinformation, augmentent la situation tendue qui est vécue dans le cadre de la GRÈVE NATIONALE et la violence contre les personnes mobilisées.

Nous dénonçons les attaques contre des véhicules tels que des bus d'escalier, des fourgons et des dispositifs de sécurité, où heureusement les protégés sont sortis indemnes.

Source:



Traduction:



Face à ces événements, nous condamnons et exigeons:

1. Garanties pour l'exercice légitime de la protestation sociale, le travail de défense des droits de humains et les médias alternatifs.
2. Démilitarisation des territoires ruraux et urbains.
3. Nous exigeons une réponse des autorités nationales et locales aux actions des groupes extrémistes, à la tentative d'enlèvement d'un des porte-parole de la minga et aux attaques contre les communautés.
4. Nous demandons au ministère public de mener à bien sa tâche de défense des droits humains et de ne pas maintenir une attitude passive face à la violence de l'État.
5. Nous tenons le gouverneur de Valle del Cauca et le maire de Cali pour responsables des niveaux élevés de répression et de leurs déclarations qui encouragent les attaques, l'augmentation de la violence et le déni des actes criminels qui ont lieu dans la ville.
6. Nous tenons l'État colombien responsable de ce massacre et du génocide en cours contre le peuple mobilisé.
7. Démentir le communiqué dans lequel la police nationale assure qu'elle a aidé la garde indigène dans le secteur de Cañas Gordas, au contraire, ceux qui ont tiré sur les mingueros ont été protégés par la police.
8. Nous demandons la démission du ministre de la défense, du commandant de l'armée nationale et de la police comme responsables directs de cette situation.
9. Nous demandons instamment à la communauté internationale d'exiger de l'État colombien qu'il mette fin à la violation des droits humains et à la violation du droit humanitaire.
10. Nous tenons le Président de la République Iván Duque responsable de ce qui pourrait se passer face à une intervention imminente dans le rassemblement de la mobilisation à l'Universidad del Valle.

Source:



Traduction:



Face à cette situation, nous continuons à renforcer la grève nationale et à rejeter fermement la politique répressive et militaire du gouvernement, nous envoyons également le message que nous n'accepterons aucune rencontre avec le gouvernement tant que nous n'aurons pas toutes les garanties et responsabilités de l'État pour les victimes du terrorisme d'État.

Signent:

Organisations sociales et populaires qui sont en minga dans le cadre de la grève nationale - Universidad del Valle, Cali - Valle del Cauca

[https://www.cric-colombia.org/portal/comunicado-de-prensa-a-la-opinion-publica-nacional-e-internacional/?](https://www.cric-colombia.org/portal/comunicado-de-prensa-a-la-opinion-publica-nacional-e-internacional/?fbclid=IwAR0h4Pt6DKpd3GjmMf7ZeDtQzBy2JRTvZ5_LzITBFjrGcO3-pt0pAHEnJZQ)

[fbclid=IwAR0h4Pt6DKpd3GjmMf7ZeDtQzBy2JRTvZ5_LzITBFjrGcO3-pt0pAHEnJZQ](https://www.cric-colombia.org/portal/comunicado-de-prensa-a-la-opinion-publica-nacional-e-internacional/?fbclid=IwAR0h4Pt6DKpd3GjmMf7ZeDtQzBy2JRTvZ5_LzITBFjrGcO3-pt0pAHEnJZQ)

Source:



Traduction:

